



PAGE 5: COORDONNÉES

Q1: Pays ou territoire douanier	TCHAD
Q2: Coordonnées	
Nom	oumar ABDERAMANE
Titre	Point Focal du MCIR/T
Ministère	MDICPSP
Adresse électronique	oumarabderamane@yahoo.fr

PAGE 7: SECTION 1 : PRIORITÉS DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q3: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?	Oui
---	-----

PAGE 8: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q4: Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: Les domaines prioritaires les plus courants groupés par grande catégorie d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer par ordre d'importance les 5 principaux domaines prioritaires parmi ceux énumérés. (La colonne 1 correspondant au domaine le plus important).

Analyse de la politique commerciale, négociations et mise en œuvre	1
Facilitation des échanges	2
Diversification des exportations	3
Connexion aux chaînes de valeur	4
Autres (veuillez préciser)	5
Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.	- les priorités 1, 2, 3 et 5 DECOULENT DE LA SNC - la priorité 4 est issue de l'EDIC2.

PAGE 9: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q5: Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2014? Oui

PAGE 10: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q6: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les trois principales causes de ces changements.(Vous pouvez choisir jusqu'à trois options)

Nouvelle stratégie de développement nationale 2

Objectifs de compétitivité internationale 3

Objectifs de réduction de la pauvreté 3

Renseignements complémentaires sur les trois principales causes de changement dans vos priorités en matière d'Aide pour le commerce depuis 2014
RAS.

Q7: Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement? Oui,

Renseignements complémentaires sur la prise en compte des changements dans votre dialogue avec les partenaires de développement.
L'ensemble des processus d'élaboration de la politique commerciale à vu la participation des PTFS.

PAGE 11: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q8: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030? Oui

PAGE 12: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q9: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que l'Aide pour le commerce peut, selon vous, contribuer à réaliser.Objectifs de développement durable:

17. Partenariats pour la réalisation des objectifs ,

16. Paix, justice et institutions efficaces ,

10. Inégalités réduites,

9. Industrie, innovation et infrastructure ,

8. Travail décent et croissance économique ,

5. Égalité entre les sexes ,

Renseignements complémentaires sur la contribution que l'Aide pour le commerce peut apporter à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
RSA.

PAGE 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q10: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.
L'aide pour le commerce orienté dans le développement des filières agricoles peut contribuer à l'autonomisation des femmes car elles sont les plus qualifiées et constitue la majorité des acteurs.

Q11: Avez vous participé à l'évaluation du soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce?

Oui

PAGE 15: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q12: La facilitation des échanges est-elle une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui, dans la politique de développement régionale avec une conception plus large de la facilitation des échanges (par exemple facilitation des échanges et des transports)

,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si la facilitation des échanges est une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale.
- une priorité dans la politique de développement nationale et régionale.

PAGE 16: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q13: Dans l'affirmative, dans quel(s) document(s) d'orientation la facilitation des échanges est elle considérée comme une priorité:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Stratégie de développement nationale ,

Stratégie commerciale nationale ,

Stratégie(s) sectorielle(s) nationale(s),

Stratégie nationale de développement des infrastructures

,

Accord(s) commercial (commerciaux) régional (régionaux)

,

Stratégie régionale relative aux corridors de transport

PAGE 17: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q14: Dans la négative, votre gouvernement envisage-t-il d'intégrer la facilitation des échanges en tant que priorité dans un ou plusieurs futur(s) document(s) de planification?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Stratégie de développement régionale,
Stratégie régionale de développement des infrastructures

PAGE 18: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q15: Veuillez indiquer l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

Q16: Envisagez-vous d'utiliser les flexibilités prévues à la section II de l'AFE?

Oui

PAGE 19: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q17: Dans l'affirmative, veuillez préciser en cochant la ou les case(s) correspondante(s) ci-dessous.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Engagements de la catégorie A déposés,
Engagements de la catégorie B déposés,
Engagements de la catégorie C déposés

PAGE 20: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q18: Pour la mise en œuvre de quelles disciplines de l'Accord sur la facilitation des échanges souhaitez-vous obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Article premier: Publication et disponibilité des renseignements
,
Article 4: Procédures de recours ou de réexamen,
Article 8: Coopération entre les organismes présents aux frontières
,
Article 11: Liberté de transit

PAGE 21: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q19: Are you engaged in a dialogue with development partners on your Trade Facilitation Agreement implementation needs?

Oui

PAGE 22: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q20: Dans l'affirmative, veuillez préciser avec quel(s) partenaire(s) de développement vous êtes en train d'examiner la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Institutions de l'UE,
Banque africaine de développement,
Centre du commerce international,
Groupe de la Banque mondiale,
Organisation mondiale des douanes, PNUD,
Renseignements complémentaires sur les
partenaires de développement avec lesquels vous
êtes en train d'examiner la mise en oeuvre de l'AFE.
- CNUCED

PAGE 23: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q21: Dans la négative, quelles difficultés rencontrez-vous, le cas échéant, pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 24: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q22: Y-a t-il un projet ou un programme de facilitation des échanges au titre de l'Aide pour le commerce qui vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Respondent skipped this question

PAGE 26: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q23: Votre gouvernement a-t-il une stratégie nationale pour le commerce électronique?

Non

PAGE 27: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q24: Dans l'affirmative, veuillez indiquer de quel type de stratégie il s'agit:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

Q25: Dans l'affirmative, cette stratégie nationale est elle reflétée dans votre stratégie de développement nationale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 28: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q26: Dans la négative, votre gouvernement envisage-t-il de développer ou de mettre à jour votre stratégie de développement nationale, de manière à inclure les priorités relatives au commerce électronique? Oui

Q27: Dans la négative, envisagez-vous d'élaborer une stratégie relative au commerce électronique distincte? Non

PAGE 29: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q28: Avez-vous un ou plusieurs mécanisme(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays? *Respondent skipped this question*

Q29: Votre stratégie nationale relative au commerce électronique englobe-t-elle les questions liées aux échanges de marchandises et/ou de services effectués dans le cadre de ce type de commerce? *Respondent skipped this question*

PAGE 30: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q30: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles questions sont incluses dans votre stratégie nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases) *Respondent skipped this question*

PAGE 31: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q31: Pour les EXPORTATIONS, Quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Infaisabilité de la certification électronique ,
 Non acceptation de la certification électronique ,
 Restrictions bancaires au transfert de devises ,
 Délivrance et acceptation des certificats d'évaluation de la conformité
 ,
 Absence de guichet unique électronique pour le dédouanement ou difficultés à l'utiliser
 ,
 Réglementation relative à la protection de la propriété intellectuelle
 ,
 Paiement de la taxe sur les ventes ou des autres impositions
 ,
 Systèmes de paiement en ligne,
 Restrictions bancaires au transfert de devises ,
 Entreposage, stockage et conditionnement,
 Traitement des marchandises retournées,
 Faible seuil de minimis aux fins du traitement douanier

Q32: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (You may tick more than 1 box)

Frais de livraison liés au commerce en petits lots ,
 Utilisation du guichet unique pour le dédouanement ,
 Détermination des droits de douane et autres droits ,
 Systèmes de paiement en ligne,
 Entreposage, stockage et conditionnement,
 Manque de transparence des procédures douanières et autres procédures à la frontière
 ,
 Traitement des marchandises retournées,
 Absence de seuil de minimis aux fins du traitement douanier

Q33: Veuillez estimer le pourcentage de marchandises et de services que votre pays exporte et importe au niveau international au moyen du commerce électronique/par voie numérique et la croissance des importations et exportations effectuées via le commerce électronique/par voie numérique au cours des trois dernières années.

Renseignements complémentaires sur la croissance des exportations et des importations de marchandises et de services effectuées via le commerce électronique/par voie numérique:(Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.)

- absence des données pour leurs prises en compte dans le questionnaire.

PAGE 33: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q34: Pour les EXPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Renseignements complémentaires sur les difficultés à l'EXPORTATION que l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente pour les autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières.
pas de données à notre niveau pour le moment.

Q35: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?Vous pouvez cocher plusieurs cases

Renseignements complémentaires sur les difficultés à l'IMPORTATION que l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente pour les autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières.
IDEM;

PAGE 34: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q36: Veuillez indiquer comment les consommateurs et les entreprises se connectent à Internet.

Wifi	41-50%
Téléphone mobile	31-40%
Modem commuté	21-30%
Autre	0-10%

(veuillez préciser)
d'après les données la compagnie airtel-TCHAD

Q37: Veuillez indiquer les principaux problèmes que les entreprises et les consommateurs de votre pays rencontrent pour accéder aux services d'Internet et les utiliser.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Protection des données,
 Accès à une main d'œuvre possédant les compétences techniques nécessaires
 ,
 Législation relative à la cybercriminalité,
 Protection des données confidentielles (y compris refuge pour les données)
 ,
 Enregistrement des vendeurs sur les plates formes de commerce électronique
 ,
 Coût de l'abonnement à la téléphonie mobile,
 Coût de l'abonnement pour une connexion à haut débit
 ,
 Lenteur de la connexion à Internet

Q38: Des solutions de paiement électronique sont elles disponibles dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Yes, banque en ligne,
 Yes, services mobiles de transfert d'argent ,
 Yes, carte de crédit ou de débit

PAGE 35: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q39: Dans l'affirmative, veuillez estimer le pourcentage de transactions payées par voie électronique dans votre pays (au moyen des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne).

Absence de données

PAGE 36: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q40: Dans la négative, veuillez indiquer ce qui empêche l'utilisation des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de lois relatives à la cybercriminalité,
 Mentalité des consommateurs,
 Coût de l'abonnement pour une connexion à haut débit

PAGE 37: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q41: Dans votre pays, les consommateurs utilisent-ils les téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds?

Oui, pour les envois et transferts de fonds nationaux et internationaux.

PAGE 38: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q42: Veuillez indiquer quels services d'administration publique en ligne sont disponibles dans votre pays. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Aucun

PAGE 39: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q43: Y a-t-il des programmes sur les technologies de l'information et de la communication à l'intention des étudiants, des travailleurs et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)?

Oui

Q44: Y a-t-il un projet ou un programme d'aide au commerce électronique que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 40: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q45: Prévoyez vous un besoin d'assistance dans le futur pour atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique?

Oui

PAGE 41: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q46: Dans l'affirmative, veuillez indiquer avec qui vous aimeriez collaborer pour obtenir ce soutien.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Donateurs bilatéraux,
Donateurs multilatéraux et régionaux,
Partenaires Sud Sud, Secteur privé

PAGE 42: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q47: Selon vous, le développement du commerce électronique peut il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui

PAGE 44: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q48: Votre stratégie de développement nationale comporte t elle des priorités liées au développement des infrastructures commerciales?

Oui

PAGE 45: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q49: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs constituent des priorités dans votre stratégie de développement nationale pour ce qui est des infrastructures commerciales. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ,

Infrastructure de transport aérien ,

Infrastructure de transport routier ,

Infrastructure auxiliaire de tous les modes de transport: manutention des marchandises, entreposage et/ou magasin

,

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION ,

Infrastructure de télécommunication ,

Infrastructure auxiliaire des services audiovisuels (radio, télévision, films cinématographiques)

,

Infrastructure du réseau câblé ,

INFRASTRUCTURES LIÉES À L'ÉNERGIE ,

Infrastructure de distribution d'énergie ,

Infrastructure de transport d'énergie (conduites pour le transport du pétrole, du gaz naturel, etc.)

PAGE 46: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q50: Votre stratégie de développement nationale établit-elle un lien entre l'infrastructure commerciale et le développement des secteurs de services connexes?

Oui

PAGE 47: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q51: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs de services sont considérés comme prioritaires dans votre stratégie de développement nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS ,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres ,

Services d'ingénierie ,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ,

Services d'études de marché et de sondage ,

Services d'essais et d'analyses techniques ,

Services annexes aux industries extractives ,

,

Services annexes à la distribution d'énergie ,

SERVICES DE COMMUNICATION ,

Services postaux,

Services de courriers et de livraison exprès ,

Services de télécommunication,

Services audiovisuels,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES
D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les
services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

Services d'enseignement primaire ,

Services d'enseignement secondaire ,

Services d'enseignement supérieur ,

Services d'enseignement pour adultes ,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'assurance et services connexes ,

Services bancaires et autres services financiers
(sauf les services d'assurance)

,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,

Services hospitaliers ,

Autres services de santé humaine ,

Services sociaux,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX
VOYAGES

,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris
les services de traiteur)

,

Services d'agences de voyages et d'organiseurs
touristiques

,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET
SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de
voyageurs et de marchandises)

Services de transport aérien,

Services de transports routiers,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 48: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q52: Votre stratégie de développement nationale (ou d'autres documents relatifs à votre politique économique nationale) établit-elle un lien entre la croissance de la capacité et du commerce dans le secteur des services et la croissance de la capacité et des exportations dans le secteur industriel?

Oui

PAGE 49: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q53: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services susceptibles de contribuer à la croissance de la capacité industrielle et du secteur manufacturier. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services juridiques,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres,

Services d'architecture, Services d'ingénierie,

Services médicaux et dentaires,

Services vétérinaires,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

Services de publicité,

Services d'études de marché et de sondage,

Services d'essais et d'analyses techniques,

Services annexes aux industries extractives,

Services annexes aux industries manufacturières,

Services annexes à la distribution d'énergie,

SERVICES DE COMMUNICATION

SERVICES DE COMMUNICATION,

Services postaux,

Services de courriers et de livraison exprès ,

Services de télécommunication,

Services audiovisuels,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

Services d'enseignement primaire,

Services d'enseignement secondaire,

Services d'enseignement supérieur,

Services d'enseignement pour adultes,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'assurance et services connexes ,

Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)

,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,

Services hospitaliers,

Autres services de santé humaine ,

Services sociaux,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)

,

Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques

,

Services de guides touristiques,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

,

Services de transport aérien,

Services de transports routiers,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 50: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q54: Quels sont les secteurs de services dont la croissance est la plus rapide dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services juridiques,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres,

Services d'ingénierie,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

,

Services de publicité,

Services d'études de marché et de sondage,

Services d'essais et d'analyses techniques,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'assurance et services connexes,

Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)

,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

,

Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

,

Services de transport aérien,

Services de transports routiers,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 51: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q55: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance de votre "capacité nationale de fournir des services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès au financement,
 Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
 Coût des services rendus,
 Éducation et formation professionnelle,
 Examens des besoins économiques,
 Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
 ,
 Faible niveau d'investissement national,
 Accès restreint aux marchés d'exportation,
 Infrastructure des technologies de l'information et de la communication inadaptée

Q56: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance du "commerce de vos services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de cadre politique national concernant les services
 ,
 Accès au financement,
 Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
 Coût des services rendus,
 Éducation et formation professionnelle,
 Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
 ,
 Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international
 ,
 Faible niveau d'investissement national,
 Accès restreint aux marchés d'exportation

PAGE 52: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q57: Quels seront, selon vous, les secteurs de services qui soutiendront la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et contribueront à concrétiser les avantages économiques qui y sont associés?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
 Services juridiques,
 Services comptables, d'audit et de tenue de livres,
 Services d'architecture, Services d'ingénierie,
 SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX
ENTREPRISES

,

Services de publicité ,

Services d'études de marché et de sondage ,

Services annexes aux industries extractives ,

Services annexes aux industries manufacturières ,

Services annexes à la distribution d'énergie ,

SERVICES DE COMMUNICATION ,

Services postaux ,

Services de courriers et de livraison exprès ,

Services de télécommunication ,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES
D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les
services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION ,

Services d'enseignement primaire ,

Services d'enseignement secondaire ,

Services d'enseignement supérieur ,

Services d'enseignement pour adultes ,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ,

SERVICES FINANCIERS ,

Services d'assurance et services connexes ,

Services bancaires et autres services financiers
(sauf les services d'assurance)

,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX
VOYAGES

,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris
les services de traiteur)

,

Services d'agences de voyages et d'organiseurs
touristiques

,

Services de aides touristiques.

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

Services de transport aérien,

Services de transports routiers,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 53: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q58: Y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 54: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q59: Votre stratégie de développement nationale inclut elle des mesures visant à améliorer le climat de l'investissement?

Oui

PAGE 55: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q60: Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Actualisation de la politique, de la réglementation et/ou de la stratégie en matière d'investissement

Établissement d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place

Formation des fonctionnaires,

Réduction du risque pour les investisseurs

PAGE 56: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q61: Quelles mesures avez vous prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat de l'investissement? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Actualisation de la politique, de la réglementation et/ou de la stratégie en matière d'investissement

,

Accent mis sur la mise en œuvre et le respect de la politique d'investissement

,

Accent mis sur la gouvernance et les institutions publiques

,

Intégration de la politique d'investissement dans la stratégie de développement globale

,

Établissement d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement

,

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place

,

Formation des fonctionnaires,

Facilitation de l'entrée et des opérations des investisseurs étrangers

,

Signature d'un ou plusieurs accords bilatéraux d'investissement ou d'autres accords d'investissement

,

Signature d'accords d'investissement axés sur le traitement et la protection des investisseurs/investissements

,

Signature d'accords d'investissement axés sur la promotion et la facilitation de l'investissement

PAGE 57: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q62: Les partenaires de développement soutiennent ils les réformes visant à améliorer le climat de l'investissement?

Oui

Q63: Dans l'affirmative, y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Oui,

Veuillez fournir des renseignements complémentaires, ainsi qu'un lien vers le site Web du projet ou d'autres documents s'y rapportant :
PROJET PACADET

PAGE 58: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q64: La stratégie de développement nationale vise-t-elle à attirer l'investissement dans certains secteurs de services? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs concernés (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services juridiques,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres,

Services d'architecture, Services d'ingénierie,

Services médicaux et dentaires,

Services vétérinaires,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

,

Services d'essais et d'analyses techniques,

Services annexes aux industries extractives,

Services annexes aux industries manufacturières,

Services annexes à la distribution d'énergie,

SERVICES DE COMMUNICATION,

Services de télécommunication,

Services audiovisuels,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIEURIE CONNEXES

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

Services d'enseignement supérieur,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'assurance et services connexes,

Services bancaires et autres services financiers

SERVICES BANCAIRES ET AUTRES SERVICES FINANCIERS
(sauf les services d'assurance)

,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,

Services hospitaliers ,

Autres services de santé humaine ,

Télémédecine, Services sociaux,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX
VOYAGES

,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris
les services de traiteur)

,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET
SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

Services de transport aérien ,

Services auxiliaires de tous les modes de transport
(services de manutention des marchandises,
services d'entreposage et/ou de magasin, services
des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 59: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q65: Le développement de la capacité de fournir des services et du commerce des services peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui

PAGE 60: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q66: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services particulièrement susceptibles de contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Secteurs de services: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS ,

Services juridiques ,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres ,

Services d'architecture ,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES
CONNEXES (par exemple services en matière
d'installation des matériels informatiques, services de
traitement de données et services de bases de
données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX
ENTREPRISES

,

Services de publicité ,
Services d'études de marché et de sondage ,
Services annexes aux industries manufacturières ,
Services annexes à la distribution d'énergie ,
SERVICES DE COMMUNICATION ,
Services postaux ,
Services de télécommunication ,
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES
D'INGÉNIERIE CONNEXES
,
SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les
services de commerce de gros et de détail)
,
SERVICES D'ÉDUCATION ,
Services d'enseignement supérieur ,
Services d'enseignement pour adultes ,
SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ,
SERVICES FINANCIERS ,
Services d'assurance et services connexes ,
Services bancaires et autres services financiers
(sauf les services d'assurance)
,
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,
Services hospitaliers ,
Autres services de santé humaine ,
Services sociaux ,
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX
VOYAGES
,
Services d'hôtellerie et de restauration (y compris
les services de traiteur)
,
SERVICES DE TRANSPORT (transport de
voyageurs et de marchandises)
,
Services de transport aérien ,
Services de transports routiers ,
Services auxiliaires de tous les modes de transport
(services de manutention des marchandises,
services d'entreposage et/ou de magasin, services
des agences de transport de marchandises etc)

PAGE 61: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q67: Selon vous, le commerce des services peut-il contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030?

Oui

PAGE 62: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q68: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que la croissance du commerce des services peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

1. Pas de pauvreté, 2. Faim "zéro",
3. Bonne santé et bien être, 4. Éducation de qualité,
5. Égalité entre les sexes,
6. Eau propre et assainissement,
7. Énergie propre et d'un coût abordable,
8. Travail décent et croissance économique,
9. Industrie, innovation et infrastructure,
10. Inégalités réduites,
12. Consommation et production responsables,
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ,
16. Paix, justice et institutions efficaces,
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

PAGE 63: FIN

Q69: CONSULTATION (Veuillez énumérer les autres départements ou organismes qui ont été consultés pour l'élaboration des réponses à ce questionnaire.)

LEMINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, le MINISTERE DE L'Elevage, le MINISTERE DEL'agriculture, et celui des finances. s a DIRECTION GENERALE DE DOUANE